



Bonjour Staff, l'équipe de rédaction vous souhaite le meilleur pour 2020 ainsi qu'à vos proches et vous remercie pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Consommation & Consommateurs

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

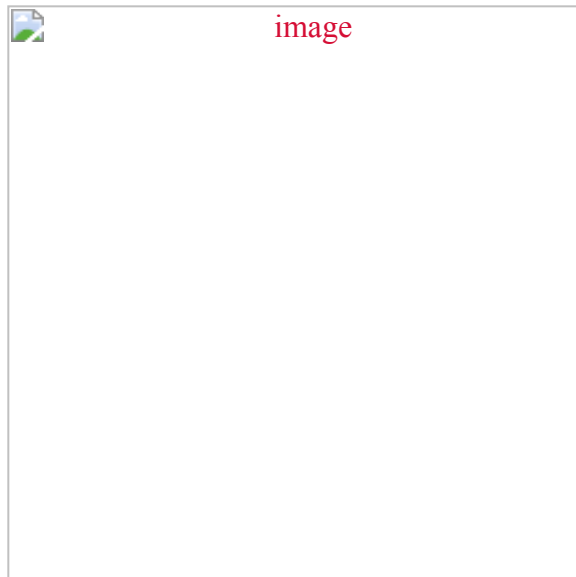
Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

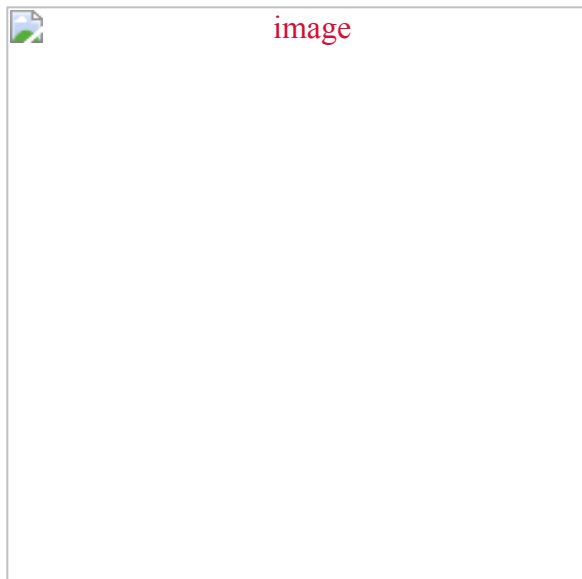
Projet de loi sur la souveraineté numérique : ce qui va changer

Le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique (CAScen) modifie en profondeur et adapte, aux mutations numériques, la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986. Le projet aborde aussi bien la liberté de communication, la défense du pluralisme, l'indépendance et la qualité de l'information, la protection des publics, que la promotion de la cohésion sociale et le développement d'une création audiovisuelle et cinématographique française diverse.



Lire

Données personnelles des téléspectateurs et abonnés



C'est l'une des réformes majeures de 2020 : le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique risque de chahuter la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986.

Lire

Annulation de spectacle et dysfonctionnement de matériel

Le dysfonctionnement d'un matériel de sonorisation doit être encadré contractuellement, il constitue en tout état de cause, une cause de résiliation de la prestation. En cas de dysfonctionnement, il convient de s'aménager une preuve incontestable en procédant à un constat par huissier.

Lire



Annulation de spectacle et dysfonctionnement de matériel

Contrat de réalisateur : la discontinuité exclut le CDI



Contrat de réalisateur : la discontinuité exclut le CDI

La requalification de CDD d'usage en CDI se fait au cas par cas, la discontinuité du recrutement exclut la requalification en CDI.

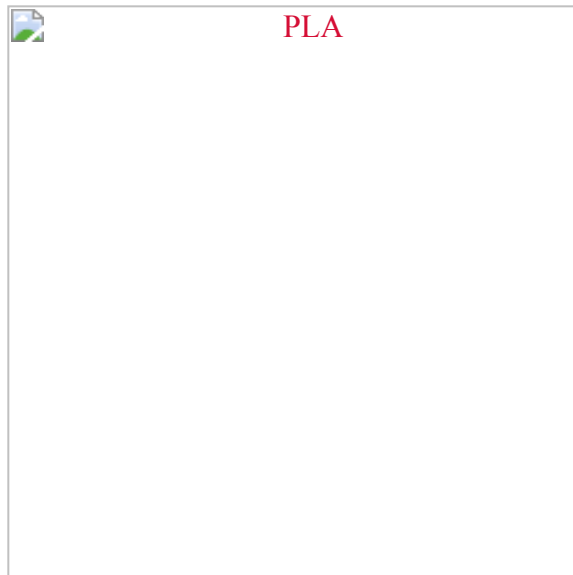
Lire

Presse | Edition

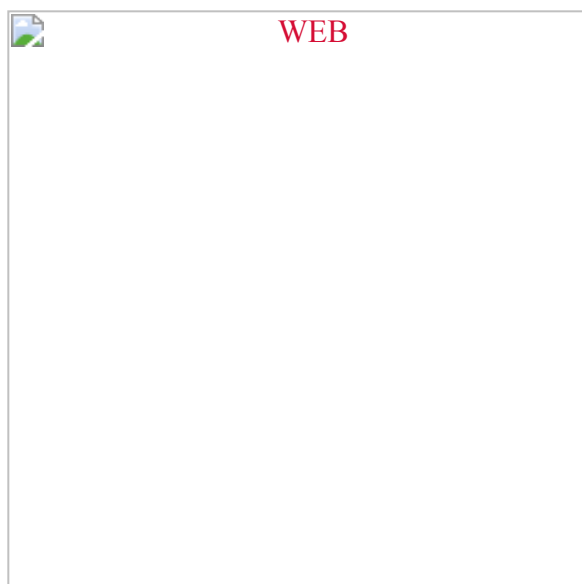
Salut nazi : injure ou diffamation ?

Imputer à une personne un salut Nazi peut tomber sous le coup de la diffamation.

Lire



Diffamation sur Facebook contre une commune



La diffamation contre une commune est soumise à une procédure bien spécifique. La plainte avec constitution de partie civile déposée par une commune n'est régulière que si elle est précédée d'une délibération du conseil municipal, laquelle doit mentionner avec une précision suffisante les faits qu'elle entend dénoncer, ainsi que la nature des poursuites qu'elle requiert, sans que ses insuffisances puissent être réparées par ladite plainte ou par le réquisitoire introductif.

Lire

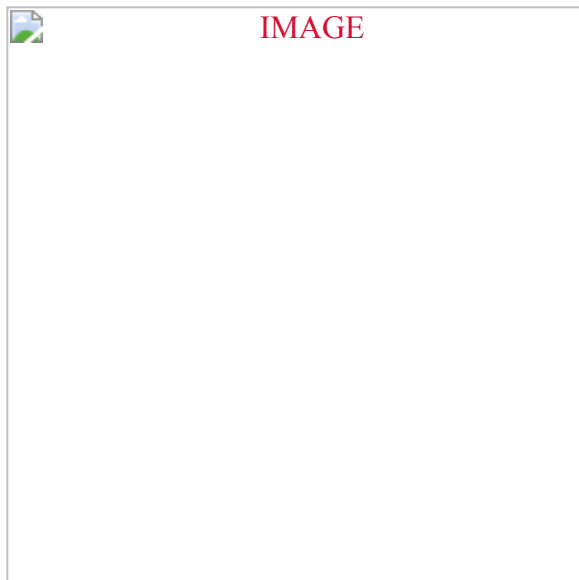
Relayer un commentaire diffamant dans la presse

La liberté d'expression joue à plein en matière d'usage, par les élus, des fonds publics et sur la transparence de la vie politique.

Lire



Statut du photographe correspondant local de presse



L'absence d'écrit entre l'employeur et le correspondant local de presse n'empêche pas nécessairement requalification en contrat de travail.

Lire

Propriété intellectuelle

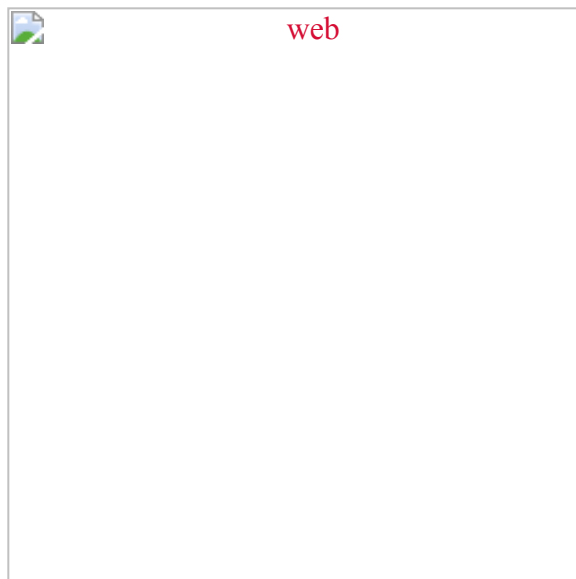
Publicité | Marketing

Rupture du contrat de conseil en communication

Thématique : Contrat d'annonceur,
Publicité | Marketing

Dans le cadre d'une rupture de relations commerciales, la demande d'exécution déloyale du préavis de rupture (calcul des coûts dus à l'agence de communication) pourrait être de nature contractuelle et non délictuelle.

Lire



Banderole publicitaire comparative : un support à risque



Thématique : Publicité | Marketing,
Publicité comparative

L'enseigne de distribution AUCHAN a été condamnée pour publicité comparative illicite (80 000 euros). Cette dernière avait affiché un bandeau de publicité comparative en extérieur.

Lire

Annulation d'ordre d'affichage publicitaire

Thématique : Affichage publicitaire,

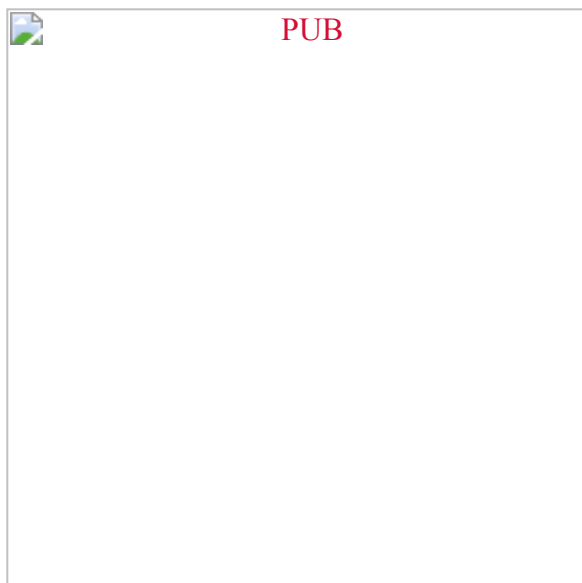
Publicité | Marketing

Annuler un ordre d'affichage publicitaire extérieur expose au paiement d'une indemnité qui peut atteindre 50% du coût convenu avec le support. L'absence d'acceptation des CGV du support rend celles-ci inopposables mais l'accord reste valable entre les parties.

Lire



Grand cru classé, une mention réglementée



Thématique : Publicité | Marketing,
Publicité comparative

L'utilisation de la mention premier grand cru classé est réglementée et peut donner lieu à une double condamnation pour pratique trompeuse et publicité comparative. Est également sanctionnable l'usage indirect de ladite mention qui peut tromper le consommateur.

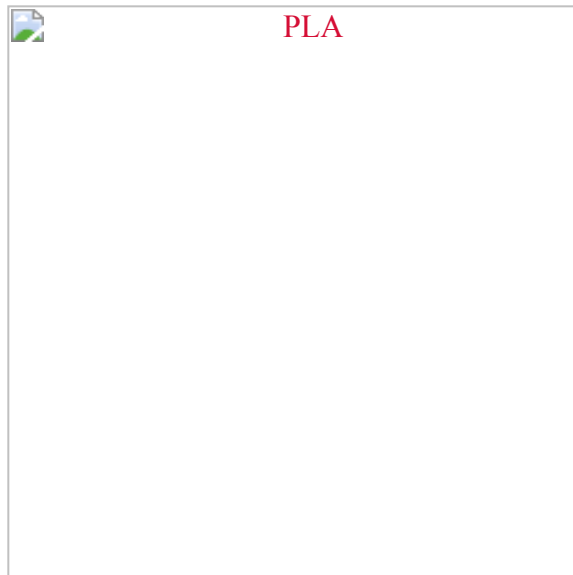
Lire

Numérique | E-commerce

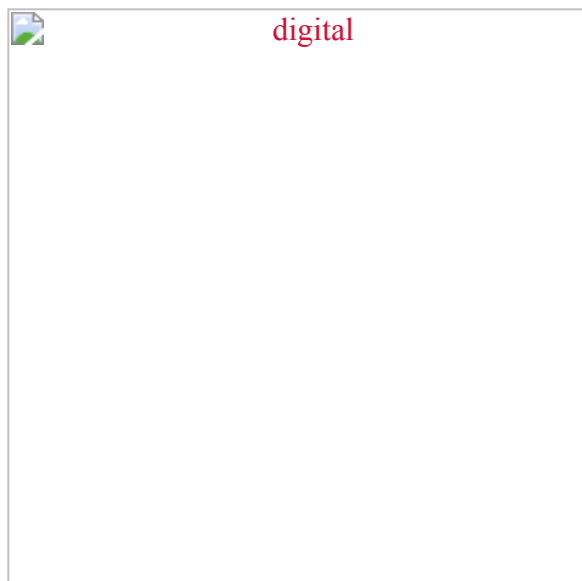
Fourniture de logiciel : l'obligation de conseil du professionnel

Le prestataire informatique, fournisseur de logiciel, est débiteur d'une obligation de conseil vis-à-vis de son client. Toutefois, l'exigence de spécifications particulières du logiciel doit être établie par le client.

Lire



Contrat d'installation téléphonique : l'indemnité de résiliation anticipée



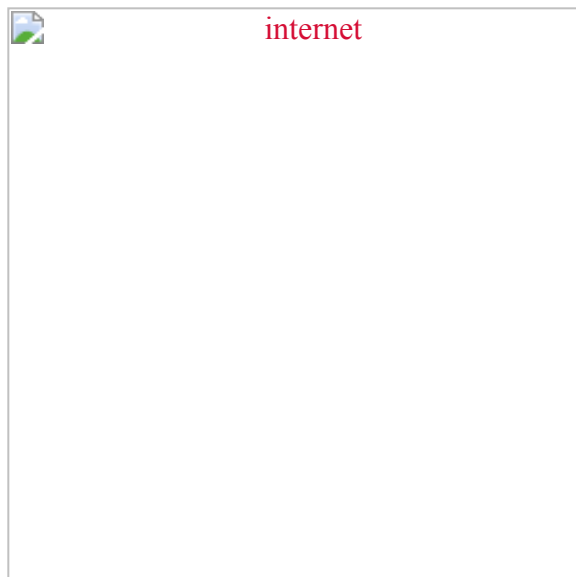
Attention à bien vérifier le montant de l'indemnité de résiliation anticipée due en cas de résiliation unilatérale d'un contrat, celle-ci, peut ne pas être minorée par le juge et correspondre à l'intégralité des loyers dus au titre du contrat.

Lire

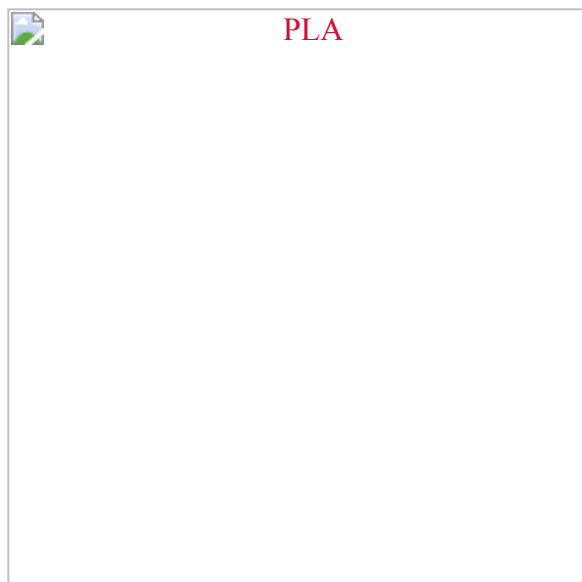
Connexions internet abusives : valeur de l'usage en entreprise

A l'occasion d'une demande formulée par un supérieur hiérarchique à un salarié qui visionnait, casque sur les oreilles, une vidéo ne présentant aucun caractère professionnel pendant ses horaires de bureau et n'avait pas répondu aux sollicitations de son supérieur, l'employeur a sollicité le service informatique pour la réalisation

Lire



Adéquation des fonctionnalités d'un logiciel



Il appartient au client de vérifier l'adéquation des fonctionnalités d'un logiciel à ses besoins. Le client ne peut contester son engagement si les fonctionnalités de base du logiciel telles qu'elles ont été prises en location ne correspondent pas à l'étendue exacte des besoins de celui-ci, mais qu'il souscrit en toute connaissance de cause ce contrat en disposant des éléments d'appréciation des qualités

Lire

Image | Photographie

Originalité des photographies de conférence de presse

Les photographies de conférence de presse peuvent difficilement être originales et donc protégées par des droits d'auteur.

Lire

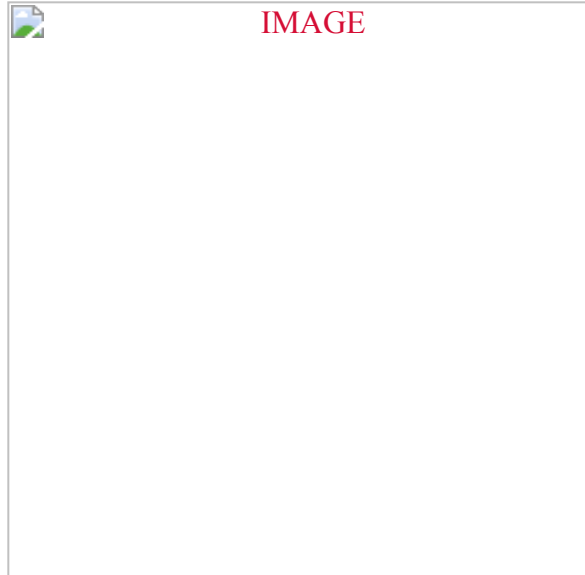
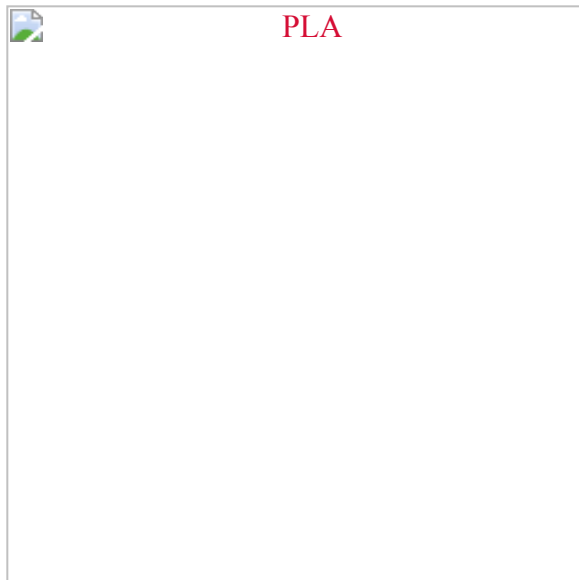


Image des personnes et fait d'actualité mineur



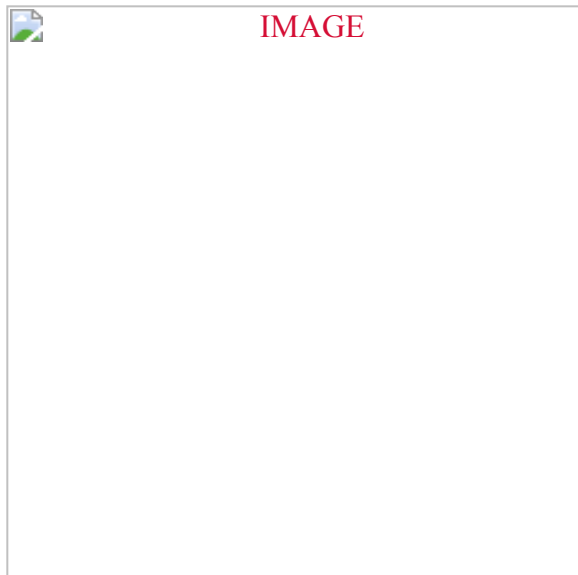
En matière de droit à l'image, l'exception d'actualité peut également jouer pour les événements mineurs tels que des meetings de présentation de sportifs

Lire

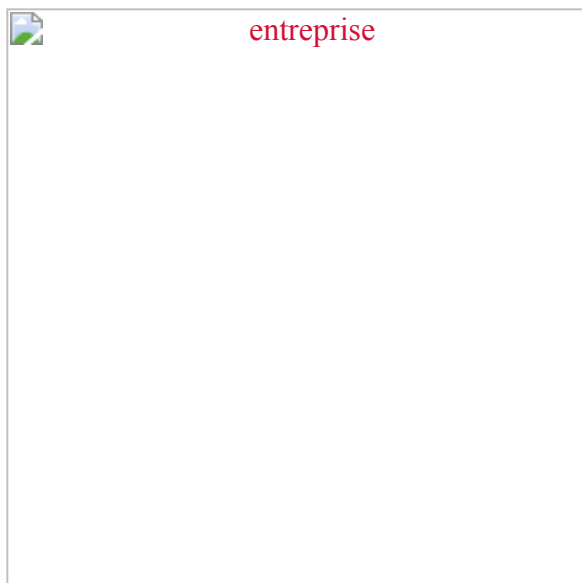
Prestations de photographe : le CDI difficile à prouver

En l'absence de lien de subordination, le photographe immatriculé en entrepreneur individuel peut difficilement obtenir la requalification de sa collaboration avec son client en CDI.

Lire



Droit à l'image : affaire Dany Boon



La SAS CCM Benchmark Group (lejournaldesfemmes.fr et autres) a été condamnée pour atteinte au droit à l'image et à la vie privée de la compagne de Dany Boon. En cause, un article titré « Dany Boon en couple avec une célèbre actrice » accompagnant une reproduction de la couverture du magazine Voici

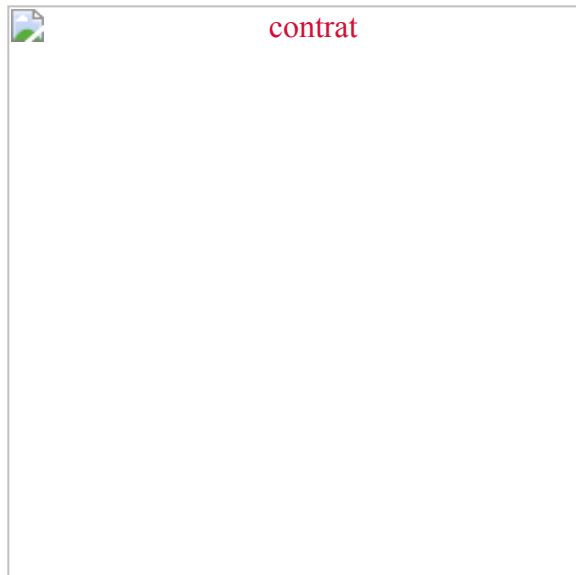
Lire

Données personnelles | RGDP

Linky : EDF mise en demeure par la CNIL

Suite à un contrôle RGDP mené en mars 2019 dans les locaux d'EDF, la CNIL a mis en demeure EDF sur les modalités de collecte des données de consommation par les controversés compteurs Linky.

Lire



Fichiers mutualisés d'impayés locatifs : que dit la CNIL ?



D'aucuns se sont étonnés que la CNIL n'ait pas manifesté son opposition au projet de la FNAIM de mettre en place une base de données des impayés locatifs. Par un communiqué, la CNIL a rappelé qu'elle a toujours accordé une attention particulière aux fichiers mutualisés d'impayés, susceptibles d'exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat. Toutefois, celle-ci n'a pas connaissance des contours précis du projet de la FNAIM et adressé une demande d'éclaircissement à la FNAIM.

Lire

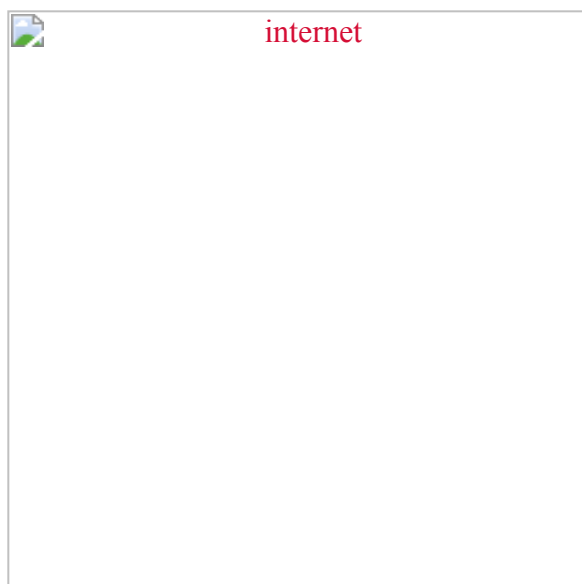
Vidéoprotection en entreprise : la CNIL veille

La société de traduction Uniontrad a été sanctionnée par la CNIL (20 000 euros) pour avoir utilisé de façon disproportionnée, un système de vidéosurveillance de ses salariés.

Lire



Faille de sécurité d'un site immobilier : 400 000 euros d'amende



La société SERGIC, spécialisée dans la promotion immobilière, l'achat, la vente, la location et la gestion immobilière, a écopé d'une amende CNIL de 400 000 euros pour négligence dans son obligation d'assurer la sécurité des données personnelles de ses clients

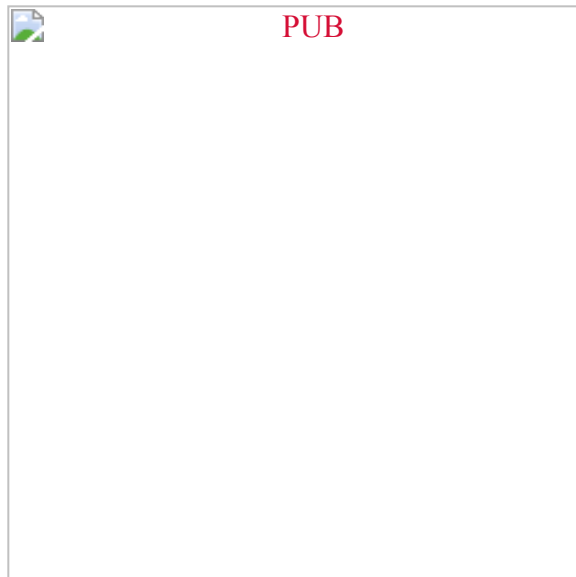
Lire

Consommateurs | Consommation

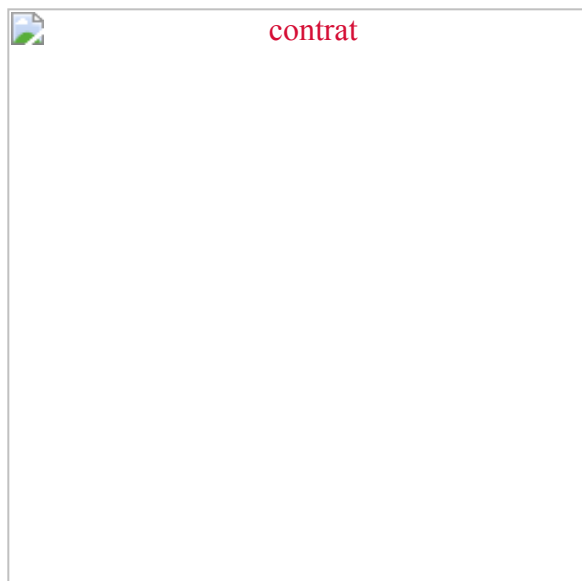
Consommation : le droit de substituer un produit

En matière d'achat de séjours touristiques, la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur, prive bien l'acheteur du droit de percevoir l'indemnité de résiliation prévue par l'article R. 211-10, alinéa 1, du code du tourisme.

Lire



Délais de livraison : tout dépend de l'usage



II appartient au vendeur, tenu d'exécuter le contrat de bonne foi, de délivrer la chose vendue dans un délai raisonnable qui doit s'apprécier au regard de la nature et de l'usage du produit vendu, tel qu'il est connu des deux parties.

Lire

Contrats à Télécharger

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine